



Libéralisme canadien-français d'autrefois et d'aujourd'hui

Séraphin Marion, M.S.R.C.

Numéro 27, 1962

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1079893ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1079893ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Marion, S. (1962). Libéralisme canadien-français d'autrefois et d'aujourd'hui. *Les Cahiers des Dix*, (27), 9–45. <https://doi.org/10.7202/1079893ar>

Libéralisme canadien-français d'autrefois et d'aujourd'hui

PAR SÉRAPHIN MARION, M.S.R.C.

En tout temps et sous toutes les latitudes, le libéralisme — libéralisme proprement dit ou libéralisme avant la lettre — a comporté une aile gauche où se donnent rendez-vous nombre de braves gens et d'esprits progressistes, mais aussi des enfants terribles et des esprits forts, des drôles de numéros, des houspilleurs du passé, voire des francs-maçons, des anticléricaux et des mangeurs de curés.

Nul d'entre eux ne souffre d'un complexe d'infériorité. Tous veulent se situer à la pointe du progrès. Disciples conscients ou non de Rousseau, ils croient dur comme fer à la bonté primitive de l'homme et à la perfectibilité continue et indéfinie de l'espèce humaine. La Science, guidée par la Raison, est leur déesse. A leur sentiment, l'Humanité atteindra bientôt, de progrès en progrès, un âge d'or qu'une tradition imbécile avait placé naïvement dans un vague paradis terrestre. Ce paradis terrestre, il existe devant — et non pas derrière — nous. Est-il besoin d'ajouter que cette idéologie ferme délibérément les yeux sur la régression morale qui, de toute évidence, s'est opérée dans le monde, depuis les deux dernières guerres mondiales, avec leurs cortèges d'horreurs et de bestialités tant à Dachau qu'à Hiroshima.

A leur su ou à leur insu, tous ces gauchistes s'acquittent, avec plus ou moins de succès, de la mission essentielle que voici : orienter de plus en plus à gauche le libéralisme officiel. Tâche facilement remplie quand le parti libéral ne préside pas aux destinées politiques d'un pays : dans un régime démocratique, pourquoi l'opposition ne ferait-elle pas flèche de tout bois — bois mort comme bois vert, bois encombrant comme bois utile — pour renverser le gouvernement ? Quelques excès de parole ou de plume ne tirent pas alors à conséquence.

Cette tâche des gauchistes devient souverainement ingrate quand le pouvoir est dévolu au libéralisme officiel. Ses pontifes ne demandent pas mieux alors que de mettre une sourdine aux rodomontades de quelques-uns de leurs thuriféraires nantis de plus de zèle intempérant que de sens commun. L'histoire du Canada français est tissée de ces alternances de saisons tantôt favorables, tantôt défavorables aux progressistes et aux anticléricaux de tous poils. Pour l'heure, me serait-il permis d'examiner deux anneaux seulement d'une chaîne qui relie le Canada français d'autrefois au Canada français d'aujourd'hui. Car un parallèle s'impose là-dessus entre l'attitude de Jean Lesage, actuel premier ministre du Québec, et celle de Wilfrid Laurier, premier ministre du Canada en 1896.

La défaite du gouvernement de l'Union Nationale, après la mort de Maurice Duplessis, suscita dans le camp gauchiste un immense espoir. Morte la bête, morte le venin ! A une époque de prétendu immobilisme devait succéder une ère de dynamisme progressiste où le radicalisme aurait enfin ses coudées franches. Arrière les traditions désuètes, l'obscurantisme, le jansénisme, les oripeaux d'un passé qui doit, même s'il fut grand à son heure, échouer désormais au magasin des vieilles lunes. Vive la liberté, surtout celle qui s'identifie avec la licence; vive l'avènement du laïc; guerre au cléricisme, même s'il faut le combattre avec le césarisme et substituer ainsi à un excès un autre excès plus funeste que le premier; guerre aux dictatures économiques hostiles au syndicalisme catholique ou chrétien transmué maintenant en syndicalisme national; foin d'une censure de livres ou du cinéma qui ne fait pas confiance à un peuple adulte et l'affuble d'un masque d'hypocrisie; gloire surtout au Progrès, libéré de toute contrainte et de toute entrave. Ainsi gauchistes de stricte ou de moyenne obédience, hier encore, se forgeaient une félicité qui, comme le loup de la fable, les faisait pleurer de tendresse.

Le lendemain ou le surlendemain, ils ont commencé à déchanter. Et pour cause.

Ce ne sont pas eux — il s'en faut de beaucoup — qui ont assuré la victoire libérale de 1960 dans la province de Québec. Et Jean Lesage n'ignore pas cette élémentaire vérité. Pour lui le moment est venu,

immédiatement après la victoire, de saisir la barre de la barque libérale, quelque peu déboussolée, au cours de la tourmente électorale, et de la conduire sinon à droite, au moins au centre.

Il a donc proclamé *urbi et orbi* que l'avènement du parti libéral, dans la province de Québec, ne préluderait pas aux débordements de l'anticléricalisme. Il entend bien ne pas se mettre à dos la hiérarchie ecclésiastique du Canada français. Il n'a pas encore substitué à l'actuel Conseil de l'Instruction publique ce Ministère de l'Instruction publique, condition *sine qua non*, au sentiment de certains libéraux jeunes et moins jeunes, de la survie intellectuelle du pays de Québec.

Le 28 septembre 1960, lors de la visite de MM. Jean Lesage et Paul Gérin-Lajoie au Comité catholique du Conseil de l'Instruction publique, le Premier Ministre a déclaré, sans ambages, en présence de S. Eminence le cardinal Léger et de S. Excellence Mgr Maurice Roy, primat de l'Eglise canadienne : *Nous reconnaissons pleinement les droits antérieurs de la famille et de l'Eglise dans ce domaine [de l'éducation].* Et Jean Lesage d'ajouter que, pour mener à bien l'immense entreprise de l'éducation de la jeunesse, il comptait non seulement sur l'aide, les directives et les conseils de ses collègues du Comité, mais aussi sur leurs prières.¹

Quant à M. Paul Gérin-Lajoie, il aima, en cette solennelle circonstance, répéter les paroles que prononçait, vingt ans auparavant, devant le même Comité, M. Hector Perrier, alors Secrétaire de la Province : *Il n'est jamais entré dans ma pensée de favoriser la création d'un ministère de l'Instruction publique.*

Dans l'actuel cabinet Lesage, l'un des ministres les plus progressistes, devenu subitement, en cette occurrence tout au moins, conservateur un tantinet, a adjuré naguère les ouvriers de ne pas fonder un nouveau parti politique, alors que le parti libéral n'a pas encore eu le temps de mettre la main à la pâte et de donner des preuves de sa libéralité à l'endroit des deshérités de la vie. Mais ceux-ci, ayant le vent en poupe, ne se laissent pas emmiellés par de belles paroles : ils

1. *L'instruction publique*, novembre 1960, p. 190.

vont en avant et à gauche, toujours plus à gauche, tant et si bien que le jour n'est peut-être pas lointain ou le gros du parti libéral québécois prendra figure de bonhomme retardataire et empêtré dans la routine.

Entretiens les vrais gauchistes se lamentent, piétinent et gesticulent. Ils flairent un piège ou une escroquerie. Encore un peu et ils jetteraient aux quatre vents du ciel les mots : casse-cou, infamie, trahison.

Vaines clameurs ! Même s'ils voyaient leur rêve s'effondrer comme un château de cartes, ils n'en continueraient pas moins à faire partie du ban ou de l'arrière-ban du parti libéral. Un gauchiste inféodé aux conservateurs, ce serait comme un poisson essayant de vivre dans l'air ou un oiseau osant séjourner dans l'eau. Dans l'opposition comme au pouvoir, la gauche fraie, au Canada, avec le libéralisme. Et M. Jean Lesage le sait mieux que quiconque. Pourquoi prodiguerait-il des gages à ceux qui, quoi qu'il advienne, bon an mal an, à la vie à la mort, donneront leurs suffrages au parti libéral et mourront verrouillés dans leur libéralisme ? Aussi bien s'efforce-t-il plutôt — et c'est de bonne guerre — de rallier à lui la majeure partie de l'élément modéré de la population. C'est ainsi qu'il pourra se maintenir au pouvoir et damer le pion à ses adversaires.

Or sait-on que, en 1896, Wilfrid Laurier usa du même stratagème à l'endroit du peuple canadien-français et eut recours à la même tactique pour réduire au silence l'un des mamamouchis du radicalisme québécois : Honoré Beaugrand, ancien maire de Montréal, fondateur et propriétaire du journal *La Patrie*, par surcroît ancien franc-maçon réputé ?



L'histoire du radicalisme canadien-français n'est pas encore écrite. Si jamais un historien se décide à combler cette lacune, il devra réserver l'un des plus importants chapitres de son ouvrage, à l'étude d'un personnage haut en couleur, mi-politicien, mi-littérateur, quinqué, asthmatique et pourtant grand voyageur devant l'Éternel, soldat, journaliste, conférencier, pamphlétaire, qui s'est donné un mal de tous les diables pour greffer, vainement d'ailleurs, sur le plant canadien, une ente de l'arbre républicain de France, ferrailleur de haut parage, pour-

fendeur des monarchistes et des ultramontains — il les appelait les ultramontés ! — de Montréal et de Québec, au demeurant bon coeur et esprit charitable : Honoré Beaugrand.

Quelques intimes lui donnèrent quelquefois le petit nom d'Honorius; mais ses écrits sont presque toujours munis du prénom Honoré. C'est ce prénom qui passera à l'histoire. Bon nombre de ses articles, mis bout à bout, constitueraient un florilège du libéralisme doctrinaire au pays de Québec. Dans le Canada français du dernier quart du XIXe siècle, il a puissamment contribué à la diffusion d'idées avancées, voire subversives.

Aussi bien importe-t-il de connaître sa vie, les principes dont elle s'est inspirée, son champ d'action, ses succès, ses échecs et ses déboires, afin d'arriver à la compréhension d'une époque singulièrement tumultueuse où défenseurs de l'orthodoxie, francs-tireurs, chevaliers errants, idéologues impénitents, presque tous écrivains improvisés, se livrèrent une guerre de corsaire qui relève, d'une originalité piquante et trop peu connue, la fin du XIXe siècle au Canada français.

Fils de Louis Beaugrand dit Champagne et de Joséphine Marion, Honoré Beaugrand vit le jour à Lanoraie, le 24 mars 1849. C'est aussi dans ce village que vint au monde, le 11 janvier 1848, un autre redoutable polémiste, Israël Tarte, né dans l'allégeance conservatrice, puis affranchi de cette allégeance vers la fin du XIXe siècle, alors qu'il devint, en 1896, ministre des Travaux publics dans le cabinet Laurier, puis de nouveau conservateur après un retentissant départ du cabinet, à la suite de difficultés avec son chef. Quant à Honoré Beaugrand, il restera, sa vie durant, fidèle à l'allégeance libérale la plus stricte. Il n'y renoncera jamais; même le jour où il recevra de son chef une verte semonce publique, il n'en persistera pas moins à arborer crânement le drapeau libéral, alors que tant d'autres, en une pareille conjoncture, se fussent retirés sous leur tente. Sa ferveur à l'endroit du libéralisme l'emportait sur les blessures infligées à son amour-propre.

Pendant plusieurs années, Beaugrand et Tarte ne seront donc pas du même côté de la barricade politique. Tous deux préconiseront alors des credos fort différents. Les deux amis d'enfance n'en maintiendront pas moins, entre eux, des liens d'amitié et d'affection qui se resserreront, avec l'âge, jusqu'à l'instant où Tarte et Laurier lui-même se ren-

dront, en 1897, au chevet de Beaugrand très malade. C'est surtout au sujet de Tarte et de Beaugrand que l'on peut répéter la phrase célèbre de Xavier de Maistre : « mon frère et moi étions comme les aiguilles d'une même montre; il était la grande, je n'étais que la petite; mais nous marquions la même heure, quoique d'une manière différente. » Le lendemain de la mort de Beaugrand, Tarte écrivait : « Nous avons fait, M. Beaugrand et moi, notre première communion dans l'antique église de Lanoraie, le même jour, épaule à épaule. Ni l'un ni l'autre nous n'avons jamais perdu le souvenir de ce doux événement. »²

Beaugrand fit ses études classiques au séminaire des Clercs de Saint-Viateur, à Joliette. Tant pis pour lui, diront ceux qui pestent contre la standardisation de la matière et des esprits. Il est, en effet, de bon ton, en certains milieux, de dénigrer l'enseignement secondaire, au Canada français, sous prétexte qu'il ne favoriserait pas l'éclosion de puissantes personnalités et qu'il claquemurerait ses adeptes dans la prison de l'orthodoxie et du traditionalisme. Ce paradoxe n'est pas né d'hier et ne sévit pas seulement au Canada. Un contemporain fort réputé, dans les sphères internationales, n'écrivait-il pas récemment : « Pour moi, l'axiome d'Emerson est demeuré inébranlable, que les bons livres remplacent la meilleure université, et je suis encore aujourd'hui persuadé qu'on peut devenir un excellent philosophe, historien, philologue ou juriste sans avoir mis les pieds à l'université, ni même au lycée. »³.

De toute évidence, ni l'université, ni le lycée, ni le collège classique n'exercent un monopole sur l'humanisme, la science, les lettres, les arts. Combien de maîtres qui furent les fils de leurs oeuvres et surent s'imposer à l'attention de leur pays ou de l'univers sans s'astreindre, pendant de longues années, à la fréquentation de maisons d'enseignement secondaire ou universitaire ?

Il reste toutefois que, aux esprits farfelus, aux matamores, à ceux dont la fatuité est le péché mignon et qui étreignent mal parce qu'ils embrassent trop, un cours classique ne fait certainement pas de tort.

2. *La Patrie*, 8 octobre 1906.

3. Stefan Zweig, *Le Monde d'hier*, Paris, 1948, p. 121.

Il leur inculque quelques principes de stabilité, un équilibre dans le développement de leurs facultés, une plus juste notion de la hiérarchie des conditions et des rangs, une vision plus claire de certaines réalités supérieures. Un Canadien français qui n'a pas suivi un cours d'enseignement secondaire, dans un collège classique, n'est pas fatalement handicapé pour le reste de ses jours; par contre, le mépris systématique du cours classique n'équivaut ni à un brevet d'intelligence, ni à une marque de distinction. C'est ce que certains primaires oublient trop souvent. Mais c'est ce que n'oublie ni Jean Lesage, ni l'un de ses ministres les plus cultivés, universitaire de grande classe : Paul Gérin-Lajoie.

Lorsqu'on jette un regard, même à vol d'oiseau, sur la carrière de Beaugrand et qu'on note tous les combats qu'il crut opportun de livrer contre les moulins à vent de son époque, on se prend à regretter que le célèbre Don Quichotte montréalais n'ait pas fréquenté encore plus longtemps le séminaire de Joliette ainsi que l'ordre des Clercs de Saint-Viateur où il ne resta que quelques mois. Il y eût réfréné les excitations idéologiques de son individualisme outrancier. Il eût probablement appris, entre autres choses, que la Troisième République de France ne pouvait être le centre de gravité de la Confédération canadienne. Peut-être aussi se fût-il gardé d'allumer trop de cassolettes d'encens autour de fétiches absolument hors de saison, dans le Canada français du XIXe siècle. Quoi qu'il en soit, le cours classique ne semble pas avoir trop comprimé celui qui se fait déjà remarquer par des incontinences de plume et de langage, ni trop oblitéré des qualités de chef qui se trahirent sous peu et lui permettront d'exercer d'exceptionnelles fonctions dans le journalisme canadien du siècle dernier.

Frais émoulu du noviciat, il se rend à Montréal et tâte du métier militaire, sous les ordres du colonel Pakenham. Il brûle déjà de partir en quête d'aventures. A dix-sept ans, il arrive au Mexique afin de servir dans le corps expéditionnaire que Napoléon III avait envoyé par delà l'Atlantique pour assurer à Maximilien la couronne. Globe-trotter, Beaugrand commencera donc à l'être avant d'avoir doublé le cap de sa vingtième année.

Il n'a pas fini de jeter sa gourme, mais déjà il idolâtre la France. Lui, futur républicain farouche, affronte d'abord le feu mexicain pour

les beaux yeux de la France impériale ! La vie comporte souvent de pareils illogismes. Toutefois Beaugrand ne portera pas longtemps dans son cœur l'impérialisme napoléonien, si tant est qu'il l'ait jamais porté.

L'équipée de Napoléon III ayant occasionné peu d'enthousiasme, en Angleterre ainsi qu'en Espagne, et suscité l'opposition des Etats-Unis, le corps expéditionnaire dut bientôt rentrer en France. Beaugrand ne fit donc pas vieux os au Mexique. Pour revenir au Canada, il prend le chemin des écoliers et, avec ses compagnons d'armes, il foule le sol de France. Pendant deux années, il visite l'Europe. Puis il décide de s'attarder aux Etats-Unis, dans la Nouvelle-Orléans où, pour la première fois, il manie sa plume de journaliste. Car c'est un journaliste-né. Il écrit dans des journaux de Saint-Louis, de Boston et de Fall-River. De 1876 à 1878, il préside à l'éphémère destinée d'un hebdomadaire intitulé *La République* et publié à Saint-Louis, dans l'Etat du Missouri. C'est « l'organe des populations de langue française des Etats de l'Ouest ».

Il avait déjà maille à partir avec certains confrères qui ne prisait guère ses idées avancées ainsi que ses mamours à la France révolutionnaire. Car le pioupiou français du Mexique tourna le dos — probablement depuis la fin de la guerre franco-prussienne — à la France impériale de Napoléon III. Désormais la France de 1789 sera sa suprême consolation comme son unique espoir.

Les Franco-Américains ne souscrivaient pas tous, en 1878 comme de nos jours, aux visées républicaines de la France révolutionnaire. Ceux qui n'ignoraient pas le rôle prépondérant de la franc-maçonnerie dans le renversement de l'Ancien Régime se demandaient si Beaugrand, admirateur passionné de la Révolution, ne se laissait pas trop facilement éblouir par l'ascendant d'une société secrète qui n'avait pas fini d'influer sur le destin de la France, au XIXe comme au XXe siècles. Bref un problème surgissait, en 1878, à l'esprit de plusieurs Franco-Américains : Beaugrand était-il un franc-maçon ? Tant et si bien que, au début de l'année 1878, *Le Protecteur*, autre journal publié aux Etats-Unis, osa poser carrément à Beaugrand la question délicate.

L'hypocrisie n'était pas le péché mignon de Beaugrand : de tous les polémistes de l'époque, c'est lui, si je ne m'abuse, qui conserva le mieux et toujours son franc-parler. Jamais il ne crut que le privilège de

la parole avait été octroyé à l'homme pour lui permettre de dissimuler ses pensées. A peine a-t-on lu quelques lignes de l'un ou l'autre de ses articles que l'on sait incontinent à quelle enseigne il loge et de quel bois il se chauffe.

A trente ans, au moment même où ce piège lui fut tendu, Beau-grand était dans la force de l'âge et dans la fougue de ses passions républicaines. Caparaçonné d'un optimisme à toute épreuve, il osa relever le gant et fournir au rédacteur du *Protecteur*, sur l'article de la franc-maçonnerie, toutes les précisions désirées et même quelques autres par surcroît. Et, comme si de rien n'était, tel un aventurier de grande classe qui n'a cure de certaines contingences et désire uniquement appliquer un plan chimérique auquel il se cramponne avec l'énergie du fanatisme ou du désespoir, Beau-grand consigna noir sur blanc, dans son hebdomadaire, les aveux que voici :

Nous allons faire un plaisir énorme au *Protecteur*, car nous allons lui faire l'honneur de répondre catégoriquement à ses questions.

Eh bien, cher *Protecteur*, redites-le à vos abonnés.

1° Nous sommes franc-maçon et même franc-maçon très avancé.

2° Nous sommes libéral très avancé.

3° Nous sommes l'admirateur enthousiaste des principes de la Révolution Française.⁴

Déclaration qui ne manque pas de franchise et qui contraste si agréablement avec les attitudes de certains matamores. Eux ne sont ni chair ni poisson et pour cause : dans un pays — ou une province — catholique, il est tellement plus profitable de mettre en poche son drapeau anticlérical que de l'arborer.

Mais comme il en cuira à Honoré Beau-grand d'avoir fait cette déclaration ! Comme il regrettera ultérieurement que ses adversaires ne l'aient pas entérinée sans débat ! Ceux-ci, on le pense bien, la lui serviront chaque fois qu'ils le jugeront à propos. Ils la monteront en épin-

4. *La République*, 26 janvier 1878.

gle notamment lorsque Beaugrand infligera à certains conservateurs — tenaces défenseurs du trône et de l'autel — de trop cuisantes égratignures. Dix ou quinze ans plus tard, on l'accusera toujours, avec pièces à l'appui, d'être rivé à ce boulet comme galérien à sa galère.⁵ Tant et si bien que, en 1894, Beaugrand estima que la comédie avait assez duré et qu'il lui fallait désormais, dans le Canada catholique du XIXe siècle, rompre là-dessus un inquiétant silence qui travestissait son credo.

Car il n'était plus franc-maçon. Il avait cessé de l'être dès sa rentrée au Canada; il s'était alors soudainement rendu compte que l'un des piliers de la franc-maçonnerie canadienne n'était autre que son grand ennemi politique : sir John A. Macdonald lui-même. Mais laissons Beaugrand, dans son style si pittoresque et si corrosif, nous raconter un des plus amusants épisodes de sa carrière :

A propos, et soit dit en passant, M. le Chanoine,⁶ et je vous prierais d'en prendre note officiellement, savez-vous que je ne suis pas du tout le *Franc-Maçon*, le carbonaro que le père Lacasse et avant lui tous les journaux conservateurs ont bien voulu dénoncer à Mgr l'Archevêque.

Comme matière de fait, je ne suis pas plus *Franc-Maçon* que vous ne l'êtes, M. le Chanoine, car j'ai abandonné le tablier et la truelle, il y a plus de vingt ans,⁷ lorsqu'en revenant au Canada, j'appris que le Grand-Chef des Francs-Maçons du pays était ce vieux farceur de sir John A. Macdonald que le clergé a si loyalement appuyé, défendu, préconisé et béni sur toutes les coutures pendant sa glorieuse carrière.

Je donnai ma démission et je pris ma feuille de route avec des hommes comme le regretté M. Coursol, ancien maire de Montréal, comme l'ex-lieutenant-gouverneur Robitaille, le juge Elzéar Tascheau, de la Cour Suprême, propre neveu du cardinal, tous bons conservateurs et qui n'ont jamais été ostracisés par le clergé et que Dieu ne manquera pas de tenir en sa sainte et digne garde.⁸

5. Cette déclaration fut reproduite dans *La Minerve*, le 10 décembre 1889 ainsi que le 28 avril 1893.

6. Il s'agit ici du chanoine Alfred Archambault ultérieurement évêque de Joliette.

7. Légère exagération : cette lettre au chanoine Archambault est datée du 17 février 1894; en 1878, c'est-à-dire seize ans auparavant, Beaugrand faisait partie de la franc-maçonnerie.

8. *La Patrie*, 17 février 1894.

Beaugrand abhorrait les conservateurs, en général, et John A. Macdonald en particulier : cette haine et ce dégoût expliquent donc cette démission; on peut là-dessus le croire sur parole. Il serait inexact de dire que Beaugrand a ici retourné sa veste avec une superbe impudeur. Franc-maçon de stricte obédience ou franc-maçon en rupture de ban avec sa confrérie, Beaugrand est toujours resté l'ennemi acharné des traditionnalistes et des ultramontains. N'empêche que, dans le camp opposé, ce sera toujours la même turelure : à tout propos et hors de propos, on rappellera que Beaugrand est un « ancien franc-maçon notoire ». Quelquefois on exploitera le fait avec une singulière astuce.

Le 24 février 1879 — il aura donc trente ans le mois suivant — Beaugrand, installé à demeure, dans la métropole canadienne, fonde *La Patrie*. Ce ne fut pas, chronologiquement parlant, la première feuille radicale au Canada : *L'Avenir* avait vu le jour en juillet 1847; *Le Pays*, en janvier 1852.

La carrière de *La Patrie* devait être mouvementée jusqu'au jour où elle serait vendue à Israël Tarte, ami intime de Beaugrand. De 1879 à 1897, sous l'infatigable direction de Beaugrand, *La Patrie* véhiculera surtout des idées avancées, sinon révolutionnaires, une idéologie républicaine, voire sectaire. Elle deviendra, avec *L'Electeur* de Québec, l'arsenal des libéraux doctrinaires au Canada. C'est de cette minuscule citadelle que partiront des coups de feu dirigés contre les conservateurs, les « castors », les royalistes et, en règle générale, les esprits jugés réfractaires au progrès. Le sénateur Trudel et Jules-Paul Tardivel devront, plus souvent qu'à leur tour, essayer ce feu ennemi. D'autre part, dès 1880, Tardivel dressa ses batteries et tira à boulets rouges sur le journal de Beaugrand. Tardivel et Beaugrand payeront de leur bourse et de leur personne pour endoctriner nombre d'électeurs ignorants ou hésitants.

Après avoir traversé sans trop d'encombres les cinq premières années de son existence, *La Patrie* se décerna, en 1884, le brevet de respectabilité que voici :

La Patrie entre aujourd'hui dans sa sixième année d'existence.

Il ne nous appartient pas de parler ici des succès obtenus pendant les cinq premières années, mais nous croyons pouvoir constater que toujours nous avons rempli nos promesses vis-à-vis de nos lecteurs.

Au point de vue des principes, *La Patrie* n'a jamais bronché d'une semelle et le journal est aujourd'hui ce qu'il était le jour de sa fondation, le 24 février 1879; c'est-à-dire franchement, carrément libéral et faisant toujours passer les principes avant les hommes.

Au point de vue de la rédaction, nos lecteurs savent ce que nous avons fait. Nous avons groupé, dans une collaboration régulière, des écrivains qui s'appellent : Fréchette, Buies, Lusignan, J.-N. Bienvenu, Chapman, Alfred Bienvenu.⁹

Beaugrand ne manquait nullement à la vérité en saluant ainsi la sixième année d'existence de son journal. Pour ce théoricien, les principes revêtaient beaucoup plus d'importance que les hommes : pendant la tempête, il eût volontiers sacrifié quelques matelots pour alléger le bâtiment en difficulté ou maintenir l'intégrité de sa doctrine. Avec une constance admirable, dans la bonne comme dans la mauvaise saison, il soutiendra le parti libéral à Ottawa. D'autre part, il refusera de suivre Honoré Mercier promu au poste de chef du parti national. Il n'avait rien du vulgaire arriviste qui se retourne contre son bienfaiteur avec non moins de prestance qu'il avait mise à le flagorner. C'est ainsi que, sous la direction de Beaugrand, *La Patrie* continuera à ne jamais « broncher d'une semelle », même après l'arrivée de Wilfrid Laurier au pouvoir, alors que tant d'autres libéraux, âpres à la curée, recevront bénéfices et prébendes.

On a constaté que l'équipe des collaborateurs de Beaugrand comprenait Louis Fréchette et William Chapman. Deux copains qui ne le resteront pas longtemps; devenus bientôt d'irréductibles ennemis, ils s'administreront mutuellement des bastonnades dont les Lettres canadiennes conservent un persistant souvenir. Et quand ils seront fatigués de se porter des coups, ils se mettront en boule et pratiqueront la politique du hérisson.

Le propriétaire de *La Patrie* n'était pas dépourvu d'un certain entregent, puisqu'il réussit, en 1885, à se faire élire maire de Montréal. Comment expliquer ce succès ? Franc-maçon en 1878, Beaugrand ne

9. *La Patrie*, 25 février 1884. A ces collaborateurs réguliers s'adjoindront ultérieurement Marc Sauvalle Godefroy Langlois, Rodolphe Lemieux, le juge Robidoux, Raoul Dandurand, Calixte Leboeuf et Edmond Lareau.

l'est plus, en 1885; mais il ne répudiera publiquement et catégoriquement cette société secrète que le 17 février 1894, dans sa lettre au chanoine Archambault.

En 1885, de lourds soupçons continuent donc à peser sur ses épaules sans toutefois lui aliéner l'appui de nombreux catholiques. Plusieurs d'entre eux ont pu décider de lui accorder leurs voix après avoir lu la mise au point faite au cours de la campagne électorale : « M. Beaugrand a déjà déclaré qu'il n'avait pas mis les pieds dans une loge maçonnique, depuis de nombreuses années, et il a donné à ce sujet des explications satisfaisantes à la plus haute autorité ecclésiastique à Montréal, à Mgr Fabre. »¹⁰.

En outre, il convient de mentionner ici que l'immense majorité des suffrages anglo-canadiens de la métropole fut acquise à Beaugrand dès le début de la lutte électorale. Eternelle collusion des Anglo-Protestants et des radicaux canadiens-français, sauf quand ces derniers s'attaquent à l'« Empire » et exacerbent le plus virulent de tous les nationalismes : le nationalisme britannique. N'empêche que cette victoire — la plus brillante, dans la carrière du polémiste — semble, même à plus d'un demi-siècle de distance, un véritable tour de force : l'honorable Jean-Louis Beaudry, son adversaire, exerçait les fonctions de maire de Montréal depuis une douzaine d'années. Plusieurs pensaient que la faveur populaire l'avait revêtu, en quelque sorte, d'un caractère d'immovibilité.

Ce tour de force s'expliquerait-il par une entente conclue à la dérobée, et à titre provisoire, entre le sénateur Trudel, le « grand vicaire Trudel », chef des ultramontains canadiens, propriétaire de *L'Étendard*, et le héraut du radicalisme québécois ? Une chansonnette, publiée en 1885, le donne à entendre.

10. *La Patrie*, 24 février 1885.

UN PACTE TÊNÈBREUX

(Air : *Dans un grenier qu'on est bien à vingt ans.*)

Pour conserver sa candide innocence,
 Fuyant jadis le monde corrupteur
 Frère Beaugrand, dès son adolescence,
 S'improvisait clerc de Saint-Viateur.
 Son premier pas de *clerc* fut une chute,
 D'Anachorète il se fit *Juif-Errant*;
 Et depuis lors, de culbute en culbute
 A la mairie est arrivé Beaugrand.

L'équerre un jour remplaça la férule,
 Le froc avait fait place au tablier.
 Ce franc-maçon, dans sa chaise curule,
 Nargue Trudel qui semble l'oublier.
 Quand Montréal acclama ce sectaire
 L'éclair jaillit de ton front fulgurant.
 Qui donc retient ta foudre, ô Grand Vicaire ?
 Aurais-tu peur du franc-maçon Beaugrand ?

Ce n'est pas toi qui nous l'as rendu maire.
 Tu t'efforçais de nous le dégommer.
 Comme il voulait rendre guerre pour guerre,
 Tu commenças toi-même à t'alarmer.
 « Reste au sénat, laisse-moi la mairie,
 « Tomber tous deux, ce serait trop navrant.
 « Que l'*Etendard* protège la *Patrie*
 « Cela vaut mieux, te dit maître Beaugrand.

O sénateur, que deviens ton beau zèle ?
 Tu foudroyais les francs-maçons partout !
 Est-ce Beaugrand qui t'a pris sous son aile ?
 Serait-ce toi qui lui pardonne tout ?
 Est-ce intérêt ou charité chrétienne
 Qui t'a soudain rendu si tolérant ?
 Ménages-tu sa place ou bien la tienne
 En pactisant avec maître Beaugrand ?

Toujours est-il que, avec la collaboration secrète ou la neutralité bienveillante du « grand vicaire », Honoré Beaugrand remporta un tel succès que c'était une bénédiction.

En 1886, Beaugrand triomphe d'un autre redoutable adversaire : le notaire Décarie, de la circonscription municipale de Saint-Henri. En 1887, ses amis supplient le maire de Montréal d'entrer encore une fois en lice. Mais il résiste à leurs sollicitations et s'efface en faveur de l'honorable J.C. Abbott. Il semble que la cause de ce désistement ait été une santé délabrée. Car Beaugrand fut malingre sa vie durant et ne put jamais se guérir de l'asthme, maladie des vieillards qui fut pour lui la maladie de l'âge mûr. Faisant contre mauvaise fortune bon coeur et ne pratiquant jamais, malgré sa santé débile, la politique des bras croisés, Beaugrand ne fonde pas moins, en cette année 1887, un journal de langue anglaise : le *Daily News*. Cette feuille passe vite de vie à trépas.

Un changement de climat s'impose au valétudinaire. C'est alors que commence pour lui une série de voyages au long cours et de séjours plus ou moins prolongés dans bon nombre des capitales des cinq parties du monde. Écoutons l'un de ses amis dresser, avec une pointe d'humour, la liste de ces surprenantes randonnées : « Washington, Paris, Londres, Moscou, Vienne, Berlin, Rome, Madrid, Lisbonne, sans parler du Japon, de l'Inde, de la Chine, de l'Égypte, jusqu'à la deuxième cataracte, du Mexique et de Longueuil ou Boucherville, comme dirait M. Royal. »¹¹. Tous ces voyages, il ne les fera pas d'affilée. Comme Antée qui acquérait de nouvelles forces en touchant la terre, Beaugrand s'imagine se mieux porter lorsqu'il foule de nouveau le sol montréalais. Et quand sonne, à l'horloge québécoise, l'heure d'une élection fédérale ou provinciale, Beaugrand estime qu'il est de son devoir de donner, par son journal, un coup d'épaule aux libéraux. En vitesse il rentre alors au pays et se place résolument sur la brèche où il dresse ses batteries, après avoir mis à son chapeau une petite cocarde de républicanisme intégral.

Tous les aléas de la vie politique du XIXe siècle canadien, il les affronte sans jamais se départir de son franc-parler. A d'autres les finas-

11. *La Patrie*, 22 septembre 1896.

series et les compromissions suspectes, les hypocrisies érigées à l'état de système en vue de la participation à d'éventuelles dépouilles; lui incarne des principes auxquels il croit aveuglément et pour la diffusion desquels il est prêt à vendre, s'il le faut, jusqu'à sa dernière chemise.

Belle âme, en somme, en dépit de ses préjugés et de ses égarements. Il n'a absolument rien ni d'un intrigant, ni d'un profiteur. De pareilles gens n'étaient pas légion, en 1895, sous la houlette de Wilfrid Laurier; elles ne le sont pas davantage aujourd'hui, sous la bannière de Jean Lesage.

Cette belle indépendance, à une époque où déjà sévissait un servilisme quasi général, lui conféra souvent le privilège de régler magistralement leur compte à des courtisans obséquieux. L'un d'entre eux fut payé pour le savoir : il répondait au nom de Charles Savary et se cachait, au Canada, derrière un nom d'emprunt : Charles Quénault.

Une retentissante déconfiture financière, survenue en France plusieurs années auparavant, permit au public canadien de percer les causes de ce demi-anonymat. Charles Quénault n'était autre que Charles Savary, avocat, critique remarquable, en 1878 sous-secrétaire d'Etat dans le ministère Dufaure et, plus tard, membre du Conseil d'Etat; en outre, ancien président de la banque de Rhône-et-Loire, il perdit toute sa fortune, lorsque cette maison sombra dans le krach de janvier 1882.

Condamné par la magistrature de son pays, en vertu d'une interprétation excessive de la loi, Charles Savary dut s'expatrier. C'était là, en résumé, la version des amis de Charles Savary.

Mais qui n'entend qu'une cloche n'entend qu'un son. Bientôt, au sujet de l'ancien sous-secrétaire d'Etat, une autre cloche tinta lugubrement. Charles Savary, disait-on un peu partout, avait séduit la femme de son employé, un certain Lamy. Quelques mois auparavant, *Le Figaro*, de Paris, publiait là-dessus un dossier accablant. Lamy tenta de tuer Savary qui s'en tira indemne et chercha refuge au Canada.

A Montréal comme à Québec, Savary vendit ses services d'écrivain sinon toujours au plus offrant et dernier enchérisseur, du moins à quiconque s'engageait à le payer rubis sur l'ongle. Tantôt il était à la solde des amis de Beaugrand; tantôt il était l'écrivain stipendié des ennemis du propriétaire de *La Patrie*.

En 1888, dans *La Minerve* et *Le Monde*, Savary répandit à flots, contre le polémiste canadien, une bile secrétée jusqu'alors au sein d'un prudent silence. *La Patrie*, en l'occurrence Beaugrand lui-même, riva ainsi son clou au scribe trop zélé :

M. Savary a publié dans *La Minerve* et dans *Le Monde* un article où il insulte M. Beaugrand. Inutile de dire que notre directeur ne condescendra pas à répondre à des insultes qui partent du ruisseau. La pitié et le mépris que l'on ressent naturellement dans certaines occasions et pour certaines choses sont là pour l'en empêcher. Nous allons tout bonnement rétablir certains faits qui ont été dénaturés. M. Beaugrand partant pour l'Europe, dans quelques jours, pour un voyage de plusieurs mois, a demandé à M. Savary d'écrire quelques articles pour *La Patrie*, pendant son absence et moyennant finances. M. Savary a répondu qu'il n'en avait pas le temps et qu'il avait un travail à faire pour M. Chapleau qui le payait grassement. Là s'est bornée la conversation qui n'a pas duré trente secondes et le nom de l'Hon. M. Mercier n'a jamais été prononcé.

Voilà tout, et bien que l'on achète parfois la plume de M. Savary, — les libéraux et les conservateurs s'en servent tour-à-tour, — il ne s'en suit pas naturellement que l'on puisse descendre plus bas et entrer sur le terrain des discussions personnelles.^{12.}

En tout ce qui touchait à la France, la sensibilité de Beaugrand n'avait rien de conjectural. Son ami Ernest Pacaud l'apprit bientôt à ses dépens.

Pendant un voyage en France et en Angleterre, le directeur du quotidien québécois coucha par écrit ses impressions pour le bénéfice de ses lecteurs. Il n'eut garde d'oublier un couplet rituel sur Paris, « véritable capitale du monde, centre de la pensée humaine, point vers lequel convergent d'instinct tous les esprits épris d'art et de science. » Il ne discerna pas moins, en tout bien tout honneur, le revers de la médaille, les verrues de la Ville-Lumière, ce que Boileau, deux siècles auparavant, appelait les embarras de Paris, et il les contrasta avec les commodités de Londres : à Paris, il faut multiplier les pourboires, tandis qu'à Londres on se sent plus libre; il en est de même à Paris pour les cochers, les messagers, les domestiques alors que ce « système de mendicité » n'existe pas à Londres; dans cette ville, les piétons sont protégés,

12. *La Patrie*, 28 septembre 1888.

mais à Paris les cochers semblent prendre plaisir à vous écraser « comme la chose est arrivée à M. le juge Routhier devant l'Opéra »; dans les cafés parisiens, on ne saurait s'asseoir sans prendre une consommation, ce qui n'est pas le cas dans les cafés de Londres; à Paris, on travaille le dimanche tandis qu'à Londres on chôme « comme chez nous »; on vend, sur les boulevards de Paris, des publications obscènes « que la police de Londres confisquerait sur-le-champ »; la plupart des chambres d'hôtels, à Paris, sont dépourvues de savon alors qu'on ne manque de rien dans les hôtels londoniens; enfin — suprême outrage, aux yeux de Beugrand — presque toutes les femmes, à Londres, sont jolies et même belles tandis que, à Paris, « les jolies femmes sont l'exception ».

Ici l'indignation de Beugrand, galant homme et francophile invétéré, ne connaît plus de bornes. Ses mots lui manquent pour la dépeindre. De guerre lasse, il s'écrie : « Vous avez passé huit jours à Paris pour noter tout cela et autant à Londres pour apercevoir les gloires éblouissantes de cette Babylone visqueuse assise dans les vases de la Tamise. »¹³. Ce brave Beugrand n'aimait pas trop les Anglais !

A cette époque l'anglophobie sévissait surtout dans le camp libéral. Toutefois Beugrand ne pouvait s'en attribuer le monopole : son copain Louis Fréchette — le Fréchette de la première manière s'entend, adversaire féroce de la Confédération — détestait, lui aussi, les Anglais. Et n'oublions pas Papineau, le grand ancêtre.

Aujourd'hui l'anglophobie apporte-t-elle au moulin libéral de M. Jean Lesage plus d'eau qu'au moulin de l'Union Nationale ? Il conviendrait d'ouvrir là-dessus une petite enquête.

Anglophobie : le mot prête à la pire des équivoques. Il faudrait plutôt dire : haine des injustices provenant de milieux anglo-canadiens, haine surtout d'un régime qui, dans neuf des dix provinces canadiennes et même en Ontario, accorde un traitement scolaire de parias aux minorités françaises et, à toutes fins pratiques, dérobe aux parents canadiens-français le droit élémentaire d'élever leurs enfants en conformité de leur ascendance française.

13. *L'Electeur*, 28 octobre 1890.

Actuellement cette haine s'accroît dans toutes les parties du Canada français. Elle explique, dans une large mesure, la marée montante du séparatisme québécois et favorise puissamment l'éventuel établissement, dans l'Amérique du Nord, d'un Etat français indépendant.



Et voici que sonna bientôt une heure importante pour le Canada français : en juin 1896, la politique du parti libéral rallia la majorité des suffrages canadiens et Wilfrid Laurier devint premier ministre. Pour la première fois, un Canadien français présidait aux destinées du Canada.

Au cours de la campagne politique, quelques journaux libéraux, et notamment *L'Electeur* et *La Patrie* se livrèrent à de regrettables écarts de langage.

Le cas de *L'Electeur* était particulièrement grave : depuis longtemps, certains personnages ecclésiastiques ne recevaient de lui que des nasardes ou des brocards; contre l'autorité diocésaine, cette feuille lançait à tout propos des insinuations ou des accusations qui se moquaient des élégances académiques, des formules respectueuses sinon de la logique et de la vérité; surtout elle prônait des thèses où le gallicanisme authentique et le libéralisme doctrinaire se donnaient ouvertement rendez-vous, sous la calotte des cieux québécois.

Quant à *La Patrie*, elle avait professé des opinions d'un libéralisme tellement avancé et affiché une telle insolence à l'égard des chefs ecclésiastiques du Canada français que, dès 1895, Wilfrid Laurier s'en dissocia et censura indirectement Honoré Beaugrand, directeur du journal. Dans une lettre célèbre, le futur premier ministre déclara que la prose de Beaugrand ne révélait pas le vrai visage du libéralisme canadien-français. Voici la teneur de cette lettre :

À M. HONORÉ BEAUGRAND,

Propriétaire de *La Patrie*,

Monsieur,

La Patrie de samedi contient l'article suivant :

« M. Marc Sauvalle qui, pendant longtemps, a rédigé *La Patrie*, quitte aujourd'hui la rédaction du journal pour accepter une nouvelle situation. Nous souhaitons à notre rédacteur tout le succès qu'il mérite.

« Il sera remplacé par M. G.E. Langlois qui a fait ses premières armes dans les bureaux de *La Patrie* et qui rédige encore avec tant de talent et tant d'indépendance, son journal *La Liberté* qui ne craint pas de marcher sur les traces de *L'Avenir* et du *Pays*, et de faire sonner la note, la seule bonne et vraie, du parti libéral des anciens jours.

« Avons-nous besoin d'affirmer de nouveau que cette note a toujours été et sera toujours la note de *La Patrie* ? »

Je ne reconnais pas à *La Patrie* le droit de parler au nom du parti libéral, et les opinions que vous exprimez dans les lignes qui précèdent ne reflètent nullement les sentiments qui animent ce parti. Depuis que j'en ai pris la direction, je me suis constamment appliqué à le tenir dans les grandes lignes de l'école libérale d'Angleterre, et il ne sortira pas de cette voie, aussi longtemps que je continuerai d'occuper le poste où je suis.

J'ai l'honneur d'être
Monsieur,
Votre dévoué serviteur,
WILFRID LAURIER¹⁴.

Aujourd'hui, en certaines offices libérales, le radicalisme lève la tête. L'aile gauche du parti de M. Jean Lesage voudrait bien devenir le point de polarisation des efforts intellectuels du libéralisme dans la province de Québec. Comme Beaugrand et Fréchette qui, en 1890, courtoisèrent l'idéologie républicaine et laïque de la France, cette aile gauche ne se rend pas compte du fossé, de l'abîme qui sépare, de nos jours encore, la mentalité canadienne-française de la mentalité de la France officielle ou légale. Les pantalonnades d'un anticléricalisme qui sévissait surtout à l'époque d'un Waldeck-Rousseau et d'un « petit père » Combes et dont s'accroît aujourd'hui, même en France, la juste disgrâce, n'ont jamais fait fortune au Canada français. Jamais chez nous la persécution de religieux et de religieuses, leur bannissement, le vol, avec effraction, de leurs couvents et de leurs propriétés ne furent tenus pour des actes de justice et de courage.

14. *La Vérité*, 9 novembre 1895.

Grâce à la clairvoyance de Wilfrid Laurier, le gros du parti libéral québécois répudia officiellement, en 1895, toute compromission coupable et toute dangereuse promiscuité avec le radicalisme de la France révolutionnaire et franc-maçonnique de 1789. Ainsi il permit au libéralisme de s'acclimater au Canada français et d'y remporter des victoires.

Les leçons de l'expérience se payent souvent très cher. Celle dont nous venons de parler ne coûta rien et se révéla extrêmement profitable. Il est loisible à tous les intéressés d'en prendre acte.

Cette lettre eût dû servir d'avertissement à *L'Electeur* qui n'en continua pas moins à payer d'audace et à se permettre d'irrévérencieux propos envers quelques-uns des membres les plus respectés de l'épiscopat canadien. Le 27 novembre, il publia, sur l'éducation, un article où étaient préconisées des thèses contraires aux enseignements de Léon XIII : dans la pratique, il niait aux évêques le droit de subvenir aux besoins religieux des enfants catholiques fréquentant les écoles primaires du Manitoba et le pouvoir de leur interdire l'accès aux écoles neutres où seraient données quotidiennement quelques minutes d'enseignement religieux. C'était un comble. L'interdiction du journal s'imposait. Elle fut prononcée le 22 décembre 1896 et promulguée dès les premiers jours de l'année nouvelle. Les archevêques et évêques de la province ecclésiastique de Québec estimèrent qu'ils trahiraient leur devoir si, en une telle conjoncture, ils n'exerçaient pas les pouvoirs qui leur était « formellement reconnus par la dixième des règles de l'*Index* publiées par ordre du Concile de Trente ».

En conséquence, l'archevêque de Québec ainsi que les évêques des Trois-Rivières, de Nicolet, de Rimouski et de Chicoutimi interdirent « formellement et sous peine de faute grave et de refus de sacrements de lire le journal *L'Electeur*, de s'y abonner, d'y collaborer, de le vendre ou de l'encourager d'une manière quelconque ». Cette défense s'appliquait aussi « à tous les ecclésiastiques sans exception, même ceux ayant une permission de l'*Index*, sous peine de suspense *ipso facto*¹⁵. ». Frappé à mort par cette condamnation, *L'Electeur* disparut sur-le-champ. Cette disparition provoqua bientôt la naissance d'un autre journal animé d'un esprit différent : *Le Soleil*.

15. *La Vérité*, 2 janvier 1897.

Immédiatement Ernest Pacaud, propriétaire de *L'Electeur*, fit savoir aux lecteurs du nouveau journal qu'il interjetait appel à Rome de l'interdiction portée contre son journal. C'était son droit strict : à un laïc catholique qui se croit victime d'injustices commises par un homme d'Eglise, il est toujours loisible de recourir à une juridiction supérieure pour obtenir le redressement de ses griefs. Voilà la procédure *catholique* à suivre. S'il se borne à faire de l'agitation, s'il en appelle au public presque toujours incompetent en la matière, s'il se contente de *protester*, il devient alors bel et bien, dans la pratique, un *protestant*. Protestant, à son insu peut-être; protestant quand même. En dépit de son libéralisme avancé, Ernest Pacaud sut éviter ce traquenard dans lequel tomba de tout son long Honoré Beaugrand.

Moins docile que Pacaud, le propriétaire de *La Patrie* arbora carrément l'étendard de la révolte contre l'épiscopat canadien. Le délire de la colère et de la haine lui dicta les propos que voici :

Si *L'Electeur* est trop capon ou trop pauvre pour continuer la lutte, nous la ferons pour lui et pour ceux qui sont las, fatigués, écoeurés, dégoûtés de ce système de persécution systématique.

La loi nous offre certaines garanties et s'il n'y a que des juges nommés par nos adversaires, pour connaître ces questions là dans le district de Québec, il nous reste toujours, Dieu merci ! l'impartialité et l'indépendance du Conseil Privé de Londres pour nous protéger.

Il s'agit de savoir si l'on peut impunément ruiner un journal, pour en arriver à des fins purement politiques avec des prétextes religieux à la clef.

L'Electeur annonce qu'il disparaît, sous la fallacieuse comédie d'un changement de nom — et il se prépare à porter sa cause à Rome.

S'il voulait m'en croire, il irait à Londres en passant par Québec, Montréal ou Ottawa et pour ma part, je lui mettrais un chèque de cent dollars, quitte à doubler, à tripler ou à quintupler le montant si le besoin s'en fait sentir.

On va me dire que j'en aurai probablement besoin pour me défendre moi-même avant longtemps.

Cela me va encore !...

Aujourd'hui, devant l'attaque inqualifiable et savamment combinée des autorités religieuses de Québec — si on est trop peureux à Québec ou à Ottawa — pour comprendre les nécessités de la situation, tant pis !

Nous lutterons seul, à l'avant garde, comme toujours, recevant comme récompense, l'ingratitude de ceux que nous avons portés au pouvoir et la satisfaction du devoir accompli.¹⁶

On a bien lu : l'épiscopat canadien, en cette malheureuse affaire, aurait eu seulement des fins *politiques*; en outre, c'est Beaugrand qui aurait porté au pouvoir Wilfrid Laurier et ses ministres ! Divagations d'un mégalomane et d'un énergumène débouté de ses prétentions de s'immiscer dans le domaine ecclésiastique et de verrouiller les prêtres et les évêques dans leurs églises et dans leurs sacristies ! La voilà bien, dans son oeuf, la doctrine qui se répandra dans l'Allemagne du XXe siècle et produira un Hitler.

Il y aurait cent à parier contre un que, cette nuit-là, Beaugrand ne ferma pas l'œil. Toujours est-il que le lendemain il ne décolerait pas. Non satisfait d'avoir fulminé, la veille, une véritable déclaration de guerre à l'épiscopat canadien-français, il récidive le jour suivant. Il s'engage ainsi sur une corniche qui côtoie l'abîme où il risque de choir par suite du moindre faux pas. Mais que lui importe ? Les principes passent avant les personnes. N'y eût-il qu'un homme pour éven-ter l'immense complot qui se fomenté, comme il le croit, du moins, au Canada français, il serait cet homme-là ! Pourvu que ses idées triomphent, les ruines du monde le frapperaient sans l'émouvoir. Il rédige donc, toujours sous la dictée de la colère, un autre article. C'est un salmigondis d'écarts de langage, de menaces vaines, de formules caricaturales qui présentent, sous leur outrance, quelques miettes de vérités :

L'Electeur est disparu, remplacé à pied levé par *Le Soleil* et tous ces hommes qui portent fièrement le titre de *l'héreaux* sont à genoux, courbés devant l'arbitraire le plus inqualifiable, se frappant la poitrine en psalmodiant des *mea culpa* retentissants qu'on entend d'Halifax à Vancouver, de Matane à Ste-Perpétue.

16. *La Patrie*, 28 décembre 1896.

C'est à faire rougir de honte un nègre du Congo, c'est à faire bondir de rage un eunuque ou un castrat...

Voilà où nous en sommes réduits au Canada — et surtout dans la province de Québec. Et cela sous le régime constitutionnel que nous avons emprunté à la libre Angleterre.

Il suffit d'une lettre pastorale pour faire courber toutes les têtes et je cherche autour de moi pour voir s'il reste un libéral digne du nom, un ancien de l'Institut Canadien pour protester contre l'asservissement et le servilisme du jour.

A son insu, Beaugrand apportait ainsi un important témoignage aux futurs historiens en couchant par écrit ces faits authentiques. Sous couleur de déplorer une soumission, qu'il estime servile, chez ses compatriotes, il rend — bien malgré lui — un magnifique hommage au catholicisme québécois de 1896. Ces dénonciations furibondes attestent les sentiments de respect et d'affection dont le peuple canadien-français était animé à l'endroit de l'épiscopat de la province de Québec. Voilà bien la lime qui use l'anticléricalisme d'un Beaugrand et de combien d'autres — Français de France ou Français du Canada — qui, tels de jeunes coqs, s'imagineront naïvement qu'il suffit de pousser quelques cocoricos pour dissiper les fantômes nocturnes et faire lever le soleil d'une prétendue liberté.

Mais Beaugrand n'a pas fini d'exagérer et de divaguer :

NN. SS. les évêques de l'archidiocèse de Québec mettent au ban de l'Eglise, avec refus des sacrements et autres pénalités canoniques, le directeur d'un journal, M. Pacaud, les abonnés du dit journal, les annonceurs, les typographes et ouvriers imprimeurs et tous ceux qui, directement ou indirectement, oseraient aider à la publication ou à l'administration du journal.

Et cela parce que ce journal approuve un règlement intervenu entre l'hon. M. Laurier, premier ministre fédéral, et l'hon. M. Greenway, premier ministre du Manitoba, sur le malentendu qui existait au sujet des Ecoles de cette province.

Et tout le monde, à commencer par M. Pacaud, se met à plat ventre devant une menace qui ne tiendra pas debout pendant vingt-quatre heures, le jour où on la portera au Conseil Privé d'Angleterre.

Ici Beaugrand ne pourrait, et pour cause, se porter garant de la vérité d'un fait allégué : mieux que quiconque il sait que l'entente conclue entre Laurier et Greenway, au sujet des écoles du Manitoba, ne constitue, en aucune façon, le motif déterminant de la condamnation des évêques. Si l'épiscopat a mis *L'Electeur* au ban de l'opinion, c'est parce que la feuille d'Ernest Pacaud s'était trop souvent immiscée dans le domaine ecclésiastique et soutenait des thèses condamnées par l'Eglise, au Canada comme dans le reste du monde catholique. L'on éprouve quelque peine à voir un esprit aussi délié que celui de Beaugrand s'appesantir sur un procédé aussi simpliste et s'en satisfaire. Au sentiment de Goethe, il ne faudrait discuter qu'avec ceux qui sont de notre avis ! Avec ses ennemis, il arrive souvent à Beaugrand de substituer la rage à la discussion.

Et il ajoute, plus menaçant encore :

Je ne me fais aucune illusion sur l'importance de la lutte que j'entreprends aujourd'hui. J'y laisserai peut-être mes os et mon avoir, mais je chercherais en vain pour trouver une plus belle et une plus noble cause, dans un pays où l'orgueil national et la liberté de penser commencent à s'éveiller.

Nous avons eu la victoire du 23 juin comme nos pères avaient eu St-Denis, St-Charles et St-Eustache, en dépit des menaces de l'autorité religieuse de ce temps-là.

La lutte commence, et ce n'est pas pour moi, mais pour des capons qui n'osent seulement pas lever la tête, que je prends les armes.

Serai-je seul au Canada ?

Nous verrons.

Entre temps, je pose d'ores et déjà ma candidature au parlement de Québec dans la Division St-Louis de Montréal, où j'ai ma résidence.^{17.}

« Moi seul, vous dis-je et c'est assez ! » On a reconnu dans la diatribe de Beaugrand le thème un tantinet fanfaron de Corneille. Le tempérament impulsif du polémiste s'y trahit de façon particuliè-

17. *La Patrie*, 29 décembre 1896.

rement significative. Sans raison il lance les hauts cris. Il exhibe ici un visage peu sympathique et prodigue le venin d'une vanité que des événements ultérieurs se chargeront de dégonfler. Lui seul mènera désormais le bon combat ? Ses anciens compagnons d'armes sont des capons ? Ne fallait-il pas être la déraison incarnée pour soutenir que Pacaud avait peur, lui qui, à Québec, au milieu de circonstances souvent pénibles, avait su implanter le libéralisme beaucoup mieux que Beaugrand ne le fit jamais à Montréal.

Capon ? L'injurieux substantif atteignait aussi le vaillant et méritant L.-O. David dont une brochure sur le clergé canadien venait d'encourir les foudres de Rome et qui, le lendemain même du jour où Beaugrand publiait son étonnante lettre, écrivait humblement au rédacteur de *La Minerve* : « J'apprends que ma brochure a été condamnée par la Congrégation de l'Index; je tiens ma promesse, je me soumetts au jugement et je retire ma brochure de tous les dépôts où elle était en vente ».¹⁸ Capons, en somme, au dire de Beaugrand, tous les catholiques qui, en cette conjoncture, suivaient l'exemple de L.-O. David et se conduisaient comme des catholiques. Même ses meilleurs amis durent alors convenir qu'ils surprenaient Beaugrand en flagrant délit de logique médiocre et de fatuité carabinée : ses paragraphes sont un défi à l'intelligence et au bon sens de ses lecteurs.

En 1896 trop de progressistes — des jeunes et des moins jeunes — sont imprégnés de cette mentalité de Beaugrand; sa progéniture, selon l'esprit, n'est pas éteinte.

Comme il en avait fait la promesse, il se présenta donc dans la circonscription électorale de Saint-Louis, à Montréal, à titre de porte-étendard du libéralisme intégral et purgé de toute souillure, de toute compromission suspecte, de toute dangereuse promiscuité; il subit un échec et dut baisser pavillon devant M. Rainville, candidat d'Honoré Mercier.

Toutefois un pire châtement lui était réservé. Quelqu'un — qui n'était pas le premier venu — s'arma alors du fouet d'une sainte indignation pour flageller non pas sous la custode, mais bien, en quelque sorte, sur la place publique, dans les colonnes d'un grand

18. *La Minerve*, 30 décembre 1896.

quotidien, celui qui morigénait, avec une parfaite impudeur, les évêques et leurs ouailles. Jamais, que nous sachions, Thomas Chapais — car c'est de lui qu'il s'agit — ne fit entendre une protestation plus motivée, jamais il ne se cabra plus opportunément sous l'outrage, jamais il ne cracha mieux son mépris à un insulteur que le jour où il aligna, dans son journal, les lignes vengeresses que voici :

M. Beaugrand est un type unique et bizarre au milieu de notre monde politique. Fantastique et madré, violent et roublard, impulsif à la surface et calculateur au fond, demi-savant et demi-quant de publiciste, frotté de littérature boulevardière mais sans instruction sérieuse, féru de réclame et aimant à tirer du pistolet par les fenêtres pour arrêter les passants devant sa misérable boutique, impie à froid et sectaire par attitude, sans croyance et sans boussole, le directeur de *La Patrie* est un des hommes qui ont fait le plus de mal dans notre province depuis quelque vingt ans.

Voilà un portrait en pied qui ne renferme, en somme, qu'une grave inexactitude : Honoré Beaugrand n'a jamais été un impie, même si quelquefois il a semblé se comporter comme tel. Là-dessus Tarte était mieux renseigné que Chapais. Mais poursuivons la lecture du réquisitoire :

Ce Canadien décatholicisé, qui a été baptisé et qui essaie de gratter de son front la marque de son baptême, qui a été confirmé, qui a fait sa première communion comme nous tous, et pour qui l'Eglise a été une mère tendre et bienfaisante, se fait en ce moment une gloire sacrilège de défier son autorité, d'injurier sa sainte hiérarchie, de braver ses lois augustes, de la bafouer et de la souffleter en présence des sectes ennemies qui se réjouissent de ce scandale.

Besogne maudite et digne d'exécration !...

Quand on songe que c'est un pitoyable faquin, un ignorant prétentieux, un pauvre avorton de lettres, un raté accompli comme Honorius Beaugrand, qui traite d'ennemis du progrès et de l'avancement populaire des hommes comme Mgr Bégin, . . . on sent l'indignation envahir son âme en présence de tant d'ingratitude et de tant d'imprudence.

Mais ce n'est pas encore là le plus odieux. Voici un Canadien, voici un homme qui a été bercé sur les genoux de l'Eglise, qui veut faire traîner devant les juges laïques et protestants l'épiscopat de son pays, qui veut livrer au bras de chair la puissance spirituelle des successeurs des apôtres, qui veut faire clouer les lèvres épiscopales par la main du pouvoir civil.

Cela, M. Honorius Beaugrand, ce n'est pas seulement un crime religieux, c'est un crime national. C'est un acte d'apostasie sur laquelle on ne pourra jamais accumuler assez de flétrissures et assez d'anathèmes.

Nous dénonçons cet acte, nous dénonçons ce crime au public catholique, à la conscience de tous ceux qui, libéraux ou conservateurs mettent l'autorité souveraine de l'Eglise leur mère au-dessus des misères de partis et des mesquins intérêts de la politique.¹⁹

C'est tout le Canada catholique qui, par la bouche de Chapais, clame à la face du ciel et de la terre son indignation, sa douleur ainsi que son attachement à l'Eglise. C'est tout le Canada français qui se dresse sur ses étriers et, lance au poing, invectives aux lèvres, fonce contre un agresseur coupable de décrier de nobles traditions. Ces phrases vitrioliques de Chapais résument un infini de sentiments et de convictions qui s'alimentent aux sources de l'orthodoxie et de l'histoire.

Heureusement que Beaugrand comptait peu de disciples : même les plus militants des libéraux canadiens refuseront de le suivre et d'endosser ses extravagances. A l'encontre de Beaugrand, L.-O. David s'était incliné devant l'*Index* et l'autorité ecclésiastique. Qui oserait soutenir aujourd'hui que sa réputation en ait subi quelque atteinte et que celle de Beaugrand en soit sortie indemne ?

Cette humeur revêche et cette raideur provocatrice qui se découvrent ici chez Beaugrand ne surprennent en aucune façon celui qui a étudié l'oeuvre entière du polémiste. L'un des plus invétérés franco-philés qui aient jamais vu le jour sur les bords du Saint-Laurent, Honoré Beaugrand croit dur comme fer que la France est le plus beau pays du monde et que même la France républicaine est digne de toute notre admiration. A son sentiment, la cession du Canada à l'Angleterre ouvrit donc une ère catastrophique qui se prolonge encore au XIXe siècle. Et tant pis si le haut clergé canadien-français ne partage pas cet avis.

19. *Le Courrier du Canada*, 2 janvier 1897. Ces paragraphes sont aussi reproduits dans *La Patrie*, 4 janvier 1897.

Car voilà bien peut-être la source profonde et féconde de l'anticléricalisme de Beaugrand. Il ne pardonne pas aux chefs spirituels du Canada français de s'être aplatis, comme il le prétend, devant l'Angleterre, ses ministres et ses représentants, à Québec ou à Montréal. Il leur en veut d'avoir, en quelque sorte, flagorné les vainqueurs alors que s'imposait sinon une politique d'hostilité, tout au moins un silence digne, une neutralité fière. N'allez pas lui dire — car il ne vous croirait mie — que, en ces pénibles conjonctures, le clergé canadien-français a recommandé tout simplement, comme c'était son devoir de le faire, la soumission au pouvoir établi. N'allez pas surtout lui faire observer que, d'après la doctrine que professe l'Eglise dans tous les pays, une insurrection devient légitime seulement lorsqu'elle est simultanément revêtue de trois caractères : importance des intérêts en jeu; chance de succès; assurance que le nouvel état de choses ne sera pas pire que l'ancien. Au vrai, l'ex-novice des Clercs de Saint-Viateur a dû, au cours de ses années de philosophie, à Joliette, aborder ces problèmes. Mais il a tenu, depuis, à en oublier la solution afin de mieux exalter l'insurrection de 1837 et de mieux stigmatiser ceux qui l'ont desservie ou étouffée dans l'oeuf. De toute évidence, sur ce point comme sur tant d'autres, l'accord entre Beaugrand et l'épiscopat canadien-français est impossible.

Ces germes d'hostilité, sinon de haine, à l'endroit du haut clergé canadien-français, finirent par lever, dans le cerveau de Beaugrand, en 1896, à l'occasion de la condamnation de *L'Electeur*; mais ils fermentaient depuis longtemps comme l'attestent des douzaines de réquisitoires publiés dans *La Patrie*, de 1879 à 1896, et notamment le plus violent et le plus populacier d'entre eux :

Au lendemain du traité de Versailles, en 1763, les seigneurs et les privilégiés qui restèrent au pays firent la cour au vainqueur pour conserver et augmenter leurs privilèges.

A quat'pattes les Canayens !

Au lendemain de la bataille navale d'Aboukir, où la France avait été défaite, quelques gros *messieurs* de l'époque, y compris les *messieurs* de Saint-Sulpice, souscrivirent des montants assez élevés pour aider l'Angleterre contre la France !!!

A quat'pattes les Canayens !

Au lendemain de la défaite écrasante de Trafalgar, les mêmes gros messieurs souscrivirent pour élever une statue à l'amiral Nelson, sur la place Jacques-Cartier.

A quat'pattes les Canayens !

Au lendemain de Waterloo on fit chanter un *Te Deum* à Notre-Dame pour célébrer la défaite des armées françaises.

A quat'pattes les Canayens !

Au lendemain de l'insurrection de 1837, on menaça des foudres de l'Eglise tous les patriotes qui avaient pris part à la révolte et surtout ceux qui avaient sacrifié leur vie sur l'autel de la patrie. On alla plus loin, et la chose est à peine croyable. Ce sont de grands dignitaires d'origine française qui demandèrent l'organisation des Cours Martiales qui devaient envoyer les patriotes à l'échafaud. La hideuse potence fut dressée en permanence et réclama ses victimes.

A quat'pattes les Canayens !

En 1891, lors d'une grande fête populaire, quelques patriotes avaient conçu la généreuse idée de placer les cendres du Dr Chénier, mort au champ d'honneur, les armes à la main, sous le monument des victimes de 1837, dans le cimetière de la Côte des Neiges.

On refusa la permission nécessaire, après l'avoir accordée d'abord, au moment même de la démonstration.

A quat'pattes les Canayens !

Et les cendres de Chénier sont aujourd'hui, sans sépulture, sous la garde de l'honorable Dr Marcil qui s'est fait le gardien fidèle de ce dépôt sacré.²⁰

Depuis 1760, le haut clergé canadien-français a toujours sonné, surtout pendant les orages, le ralliement de tous les zèles au service de la Couronne britannique. Toujours il a éloigné son peuple des sirènes révolutionnaires en lui prêchant la fidélité à sa nouvelle allégeance. Pourquoi faut-il que certains Anglo-Canadiens continuent à tenir le catholicisme romain — et surtout le catholicisme québécois — pour leur pire ennemi ? Ils ignorent donc tout de l'histoire du Canada français ?

Simple coïncidence ou relation de cause à effet ? Toujours est-il que, cinq semaines après sa retentissante déclaration de guerre, Beau-

20. *La Patrie*, 28 novembre 1893.

grand vend son journal à un syndicat libéral.²¹ *La Patrie*, cessant d'être le porte-parole du libéralisme avancé, s'octroyait un nouveau directeur dans la personne d'Israël Tarte, l'un des plus actifs ministres de Wilfrid Laurier. Ainsi se terminait l'équipée de Beaugrand. Quelle meilleure preuve que la graine antireligieuse qu'il avait semée à pleines mains, pendant près de vingt ans, n'avait pas encore beaucoup levé dans le terroir national.

Sur l'article de la religion en général, et du catholicisme en particulier, Tarte orientera *La Patrie* dans une direction nouvelle. Ses colonnes ne seront plus les sentines de l'anticléricalisme déguisé ou du républicanisme agressif.

Ce changement d'orientation survint au moment psychologique : entre les mains de Beaugrand, *La Patrie*, en 1896, dépérissait à vue d'oeil. Encore quelques mois de ce régime et elle serait morte d'inanition. C'est dans un article muni de la signature de Tarte lui-même et publié, quelque dix ans plus tard, que l'on surprend le petit secret :

La « Patrie » est devenue, en 1897, la propriété de la Compagnie qui en a aujourd'hui le contrôle.

M. Beaugrand affaibli, désesparé par la maladie, s'était laissé devancer par la « Presse ».

Il m'avait proposé à diverses reprises de me vendre la « Patrie ». Nous ne pouvions nous entendre sur le prix d'achat.

Une rechute, qu'il croyait la dernière, le cloua à son lit. Il me pria instamment de venir causer de l'affaire de la « Patrie »...

J'hésitai beaucoup avant de me résoudre à clore le marché. La « Patrie » était agonisante. Sa circulation était tombée très bas. La clientèle d'annonces rapportait une somme insignifiante. Les idées avancées de M. Beaugrand, ses différends avec le clergé, avaient été dommageables au journal à tel point que nous nous demandâmes s'il ne serait pas opportun d'en changer le nom.²²

En France, selon le mot fameux, l'anticléricalisme n'est pas un article d'exportation. Au Canada français, l'anticléricalisme n'a jamais été — et n'est pas encore, Dieu merci ! — un article de consommation,

21. *La Patrie*, 7 février 1897.

22. *La Patrie*, 10 octobre 1906.

même si, depuis la défaite de l'Union Nationale, il lève la tête, plastronne et prend des allures de matamore. Même s'il fut, à ses heures, non seulement homme d'Etat, mais aussi politicien, Tarte sut, en sa qualité de directeur de *La Patrie*, restituer aux valeurs matérielles, intellectuelles et morales du Canada français une hiérarchie juste. Quel contraste entre le style incisif de Beaugrand et la manière souple de Tarte ! Ce dernier n'aura de cesse qu'il n'ait exorcisé, pour les lecteurs de *La Patrie*, toutes les subtiles et perverses incantations de son prédécesseur. Et l'on ne trouvera plus, dans les colonnes du quotidien, la logomachie en usage dans les officines du voltairianisme ou de la franc-maçonnerie.

Amateurs et même spécialistes ignorent trop que, au cours de l'espèce d'interrègne qui survint entre le départ de Beaugrand et l'arrivée effective de Tarte, *La Patrie* fut — pendant quelques heures, sinon quelques jours — sous la direction politique de nul autre que... Henri Bourassa ! Le futur directeur du *Devoir* n'avait pas encore atteint la trentaine, mais c'était déjà un personnage et un chef. Il élaborait alors un programme qui se relit avec intérêt à plus d'un demi-siècle de distance. On nous saura sans doute gré d'en reproduire ici les passages essentiels :

La confiance que les chefs du parti libéral me témoignent, en remettant entre mes mains la rédaction de leur organe le plus accrédité dans la Province de Québec, me crée des obligations auxquelles j'espère ne pas faillir...

C'est dire qu'à « La Patrie », comme ailleurs, j'entends n'être l'instrument de personne, et ce n'est pas à ce titre que l'on m'a appelé ici...

La nouvelle administration de « La Patrie » a nettement indiqué déjà la voie où elle entrait : nous voulons faire une oeuvre de pacification religieuse et nationale; nous voulons développer une politique de paix, d'union, de travail fructueux dans l'ordre moral et dans l'ordre matériel.

Je n'ai pas besoin de le répéter : sur le terrain religieux, « La Patrie » est et sera franchement catholique; non pas catholique de telle école et de telle nuance, mais catholique suivant le coeur et l'esprit de l'Eglise; croyant au dogme tel que l'Eglise l'enseigne; obéissant à la discipline telle que l'Eglise l'applique.

Ce qui veut donc dire que, avec l'arrivée de Tarte, une époque se clôt et une autre commence pour le quotidien. *La Patrie* d'avril 1897 est aux antipodes de *La Patrie* de 1879 à 1896 inclusivement; jamais l'idéologie de Beaugrand n'a été mieux répudiée que dans l'ancien journal de Beaugrand, seulement quelques mois après le départ du fougueux polémiste.

Quant au programme de Bourassa, il est réglé comme papier de musique. Le futur chef nationaliste entend bien, même en 1897, n'être le valet de personne et ne mettre jamais son drapeau en poche. Il est catholique et il le proclame. Toutefois il croit opportun — comme maintes fois d'ailleurs au cours de sa longue carrière — d'apporter là-dessus certaines précisions. Car son catholicisme, à lui, offre un cachet particulier :

Je veux qu'on me comprenne : par l'Eglise, je n'entends pas telle ou telle autorité particulière dans l'Eglise, mais l'Eglise universelle que dirige aujourd'hui Léon XIII.²³

A n'en pas douter, quiconque suit fidèlement les prescriptions et les recommandations du pape peut se targuer d'être un excellent catholique. Il reste toutefois que les archevêques et évêques sont les représentants officiels du pape et que c'est à eux qu'il appartient de diriger les ouailles confiées à leur sollicitude. Un laïque — même quand il prétend être la loi et les prophètes — aurait donc mauvaise grâce à faire fi, à tout propos et avec une persistance systématique, des conseils de son évêque ou de son archevêque sous le très fallacieux prétexte que les directives pontificales lui suffisent. Lorsque les choses suivent leur cours normal, les directives pontificales se retrouvent — avec plus de détails circonstanciés — dans celles des archevêques et des évêques. Opposer celles-ci à celles-là, c'est chercher midi à quatorze heures; ignorer celles-ci afin de mieux suivre celles-là, c'est, en somme, afficher une originalité exagérée et manquer d'esprit d'obéissance à l'endroit de ses supérieurs.

De 1897 à 1906, Beaugrand disparut plus ou moins de la vie publique : sa santé chancelante l'obligea à mettre sa plume au rancart. En 1906 les derniers grains du sablier s'étaient déjà écoulés : deux

23. *La Patrie*, 6 avril 1897.

ans avant son ami Louis Fréchette, il s'éteignit à Westmount, le 7 octobre 1906. Il était écrit que le remuant spadassin ferait du bruit et soulèverait des incidents au moment de sa mort comme pendant sa vie.

Deux mois plus tôt, Tardivel — adversaire-né de Beaugrand — avait fait assavoir *urbi et orbi* que l'ancien maire de Montréal, affligé d'une maladie qui ne pardonnait pas, avait « renié ses erreurs passées ». Mgr Bruchési s'était rendu au chevet du moribond et lui avait administré les derniers sacrements.²⁴ Voilà qui dut consoler Tardivel et ses amis : avant de mourir, le vieux lutteur venait à résipiscence.

Mais quelle ne fut pas la stupéfaction de plusieurs d'entre eux d'apprendre, le lendemain de la mort du personnage, que la dépouille mortelle serait « transportée au four crématoire du cimetière Mont-Royal et incinérée²⁵. ». Comment celui qui s'était réconcilié avec l'Eglise, par l'entremise de l'archevêque de Montréal, avait-il pu exiger, permettre ou simplement tolérer un mode de sépulture que l'Eglise réprouve ?

C'est Israël Tarte qui, la veille des funérailles, se porta au secours du disparu et s'empessa de lui rendre une élémentaire justice. Ce jour-là, Tarte pulvérisa une légende, en train de s'accréditer dans des milieux hostiles à Beaugrand, et mit à nu une âme loyale et franche pour laquelle l'amitié n'était pas un vain mot.

Entre Nisus et Euryale se sont forgés des liens qui subsistent par delà le tombeau. Veut-on une version canadienne de l'amitié de Nisus et d'Euryale ? On la trouve en prenant connaissance des derniers moments de Beaugrand que relate par le menu Tarte lui-même. A quelque cinquante ans de distance, on ne peut se défendre de lire avec émotion ces pages pathétiques où les deux amis se donnent une dernière poignée de main, avant d'entreprendre l'ultime voyage, et s'entretiennent de l'au-delà :

Avant de dire adieu à la vie, écrit Tarte, Beaugrand est rentré dans l'Eglise catholique — librement, volontairement, en dépit de tout ce que l'on en pourra dire.

24. *La Vérité*, 25 août 1906.

25. *La Patrie*, 8 octobre 1906.

Si je mets mon nom au bas de ces lignes, c'est dans le but, que je crois important, de faire connaître la détermination, depuis assez longtemps prise, par mon vieil ami.

Je suis un témoin vivant de cette détermination.

A diverses reprises, il m'avait proposé l'achat de la « Patrie ». Il tomba très malade et me fit mander.

Les arrangements terminés, je lui tins ce langage :

« Tu sais, mon cher ami, que je ne veux pas te fatiguer. Tu crois que tu vas mourir. Meurs-tu tranquille ? »

« Oui », me répondit-il.

« Tu ne mourras pas maintenant » lui répliquai-je, en souriant. Il me rendit mon sourire par un sourire attristé.

Je retournai le voir une quinzaine de jours après.

« Comprends-moi » me dit Beaugrand, entamant lui-même la conversation sur le sujet religieux, « ne t'imagines pas que je ne crois pas en Dieu. »

« Tu ne mourras pas maintenant, lui dis-je, tu reposeras dans la terre où dorment ton père, ta mère, les tiens »...

Il y a deux ans environ, M. Beaugrand nous manda par téléphone, M. Robillard et moi, à sa résidence. Il souffrait beaucoup.

Il nous exprima le désir d'être inhumé dans le cimetière de Lanoraie. Il voulait contribuer à le localiser en un plus favorable endroit.

M. Robillard laissa avant moi la chambre de M. Beaugrand, qui me retint...

« Je n'ai pas perdu la foi », me répétait-il, je n'ai pas perdu la foi, je suis un croyant en Dieu, mais j'ai eu le malheur d'avoir des querelles avec quelques membres du clergé, et cela m'a éloigné de la religion. »

Je me contentai de lui dire : « Mon cher ami, je pratique ma religion sans ostentation et sans bruit. C'est la plus grande consolation de ma vie. »

Il demanda à qui je me confessais. Je lui répondis : Au R.P. Louis Lalande.

J'étais sûr, dès lors, que Beaugrand n'attendait que l'occasion favorable pour se réconcilier avec l'Eglise de ses jeunes années, et pour mourir en baisant un crucifix.

Quelques esprits forts ont dit et diront encore que Mgr l'archevêque Bruchési a profité de la faiblesse physique de M. Beaugrand, pour lui administrer les derniers sacrements de l'Eglise.

Le récit que je viens de faire et que j'abrège, servira de témoignage pour tous les gens de bonne foi.

Qu'ils soient ou qu'ils ne soient pas croyants, je leur donne ma parole d'honneur que je leur dis la vérité.^{26.}

Cette citation est longue, mais ne vaut-elle pas d'être reproduite intégralement tant elle est significative ? Les deux amis, autrefois premiers communiant dans l'église de Lanoraie, tisonnent de bien beaux souvenirs ! Quel viatique avant d'appareiller pour le grand voyage ! Après l'encrier vitriolique qui déborda, pendant plus d'un quart de siècle, dans les colonnes de *La Patrie*, c'était l'urne des souvenirs et des réminiscences qui s'épanchait et répandait autour d'elle ses parfums. Esprit fort, mais coeur généreux, Honoré Beaugrand demeura toujours, en dépit de ses outrances de langage, fidèle à la foi de ses ancêtres. Ses derniers moments venus, il ne pouvait, même humainement parlant, échapper à son atavisme.

N'empêche qu'il passa au four crématoire. Ici encore Tarte s'empressa de donner à tous la clef de la douloureuse énigme. En termes discrets et mesurés, il écrivit : « La mort a, plus que la vie encore, ses secrets mystérieux : M. Beaugrand a voulu rentrer dans le sein de l'Eglise. Il y est rentré. L'incinération de sa dépouille est un incident; rien de plus.^{26.} »

Le lendemain, Tarte crut opportun d'apporter, sur le pénible incident, les précisions qu'il n'avait osé consigner la veille :

On dit qu'en mai dernier M. Beaugrand fit un testament... Il était aussi stipulé qu'à sa mort, il n'y aurait aucune cérémonie, qu'il ne serait pas reçu de fleurs et que son corps serait incinéré.

Cependant, quand M. Beaugrand reçut les derniers secours de la religion, il y a quelques semaines, des mains de Mgr Bruchési, il promit à ce dernier de rayer les clauses qui étaient contraires aux principes de la religion catholique. Mais comme M. Beaugrand était bien malade alors, l'on suppose qu'il oublia de faire ce qu'il avait promis, de sorte que le testament fut exécuté tel que dicté.^{28.}

26. *La Patrie*, 8 octobre 1906.

27. *La Patrie*, 8 octobre 1906.

28. *La Patrie*, 9 octobre 1906.

Mais c'est déjà trop s'appesantir sur une malheureuse affaire qui s'explique par un concours de regrettables circonstances. Oublions cette singulière et dernière aventure du spadassin fantasque et gardons le souvenir des larmes touchantes que Tarte donna alors à la cendre d'un véritable ami.

★ ★ ★

Quand, avant de mourir, un esprit fort vient à résipiscence, les Anglais emploient une formule inexacte, mais pittoresque, pour résumer l'événement : « He died with a candle in his hand »; il est mort un cierge à la main. C'est leur façon de faire observer que tel mécréant revenu, au seuil de l'Eternité, à la foi de son enfance, est mort muni des sacrements de l'Eglise.

La chose est de fréquente occurrence au Canada et en France. Il y a quatre ans s'endormait dans la paix du Seigneur une des plus puissantes personnalités de la France contemporaine, porte-parole, pendant plus d'un demi-siècle, d'un radicalisme impénitent : Edouard Herriot. C'est le cardinal Gerlier qui lui conféra l'extrême-onction. Comme Mgr Paul Bruchési, le cardinal fut accusé d'avoir profité de la faiblesse physique du malade pour obtenir l'aveu des erreurs passées. Calomnie pure et simple dans l'un et l'autre cas.

Cette tardive réconciliation de Beaugrand ne neutralisa pas, hélas ! son idéologie antérieurement répandue, ni n'en arrêta le cours. Ces idées nocives s'intégrèrent au patrimoine du gauchisme. Aujourd'hui elles réapparaissent revêtues de formes nouvelles; encore une fois elles tentent d'influer lourdement sur les destinées du libéralisme canadien.

En 1896, Wilfrid Laurier veillait au grain; au moment opportun il sut répudier Beaugrand et imprimer à la machine libérale un mouvement qui sauva son parti. La même tâche n'est-elle pas dévolue aujourd'hui à Jean Lesage ? L'histoire se répète.

Séraphin Marin